



### **Notices biographiques des experts**

**WARREN ALLMAND** est consultant en droits de la personne internationaux. Il a été nommé président de Droits et Démocratie (de 1997 à 2002) après avoir passé 33 ans à titre de député de la circonscription montréalaise Notre-Dame-de-Grâce. Avocat et membre des barreaux du Québec, de l'Ontario, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, il a partiqué le droit et donné des conférences. M. Allmand est également titulaire de plusieurs diplômes, dont un baccalauréat en droit civil de l'Université McGill, et deux doctorats honorifiques en droit des universités St. Thomas et St. Francis Xavier. Il a été nommé conseiller de la Reine en 1977, et a reçu de nombreux prix et honneurs; il a notamment été nommé officier de l'Ordre du Canada in 2000. M. Allmand a occupé divers postes ministériels, dont solliciteur général (de 1972 à 1976), ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (de 1976 à 1977) et ministre de la Consommation et des Affaires commerciales (de 1977 à 1979). Il fait partie de la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles et est un membre actif de plusieurs communautés et autres organisations fondées sur les intérêts.

**REEM BAHDİ** est professeure adjointe à la faculté de droit de l'Université de Windsor. Elle a publié des articles sur divers sujets, dont le profilage racial dans le contexte du terrorisme, l'application au niveau national du droit international en matière de droits de la personne, et le droit et les pratiques concernant les réfugiés. Avant de se joindre à la faculté de droit de l'Université de Windsor, la professeure Bahdi a été conseillère en équité pour l'Association du Barreau canadien, et directrice du Women's Human Rights Resources. Elle est titulaire d'un baccalauréat (1987) et d'une maîtrise (1990) de l'Université Western Ontario, ainsi que d'un baccalauréat (1996) et d'une maîtrise (2001) en droit de l'Université de Toronto. La professeure Bahdi a également représenté la Fédération canado-arabe devant la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Suresh c. Canada*, de même que le Centre pour les droits à l'égalité au logement dans *Baker c. Canada*.

**GWEN M. BONIFACE** est commissaire de la Police provinciale de l'Ontario (PPO) depuis 1998, et membre du corps policier depuis 1977. Elle est titulaire d'un baccalauréat en arts de l'Université York ainsi que d'une licence en droit de la faculté de droit Osgoode Hall. Elle a été admise au Barreau de l'Ontario en 1990. Elle a déjà siégé à la Commission du droit du Canada. La commissaire Boniface a reçu l'Ordre de l'Ontario en 2001 pour son travail auprès des communautés des Premières nations. Elle s'est vu décerner l'Ordre du mérite des forces de police, l'Ordre de Saint-Jean et le Prix de distinction des anciens élèves du collège Humber. Elle est membre, à titre d'invitée, des chefs de police des Premières nations. Elle est la première femme à occuper le poste de présidente de l'Association canadienne des chefs de police et la première agente de police du Canada à être élue présidente générale de la Division de la police d'État et provinciale de l'Association internationale des chefs de police.

**A. ALAN BOROVOY** est avocat général de l'Association canadienne des libertés civiles depuis 1968. M. Borovoy a fait des présentations lors d'enquêtes publiques et a témoigné

devant des comités parlementaires concernant notamment l'écoute électronique et les relations interraciales. Il a organisé nombreuses activités communautaires, y compris des délégations qui se sont adressées aux gouvernements fédéral et provinciaux concernant la peine capitale, la *Loi sur les mesures de guerre*, ainsi que la sécurité nationale et le renseignement. M. Borovoy a été professeur invité dans les facultés de droit des universités Dalhousie et de Windsor, et chargé de cours à la faculté de service social de l'Université de Toronto, et du département de science politique de l'Université York. Il est titulaire d'un baccalauréat (1953) et d'un baccalauréat en droit (1956) de l'Université de Toronto. Il a été admis au Barreau de l'Ontario en 1958. Il a reçu quatre doctorats honorifiques en droit. M. Borovoy s'est vu décerner la médaille de la Société du barreau du Haut-Canada en 1989, et a été nommé officier de l'Ordre du Canada en 1982.

**STUART FARSON** est professeur des sciences politiques à temps partiel à l'Université Simon Fraser, et est conseiller en analyse de la politique publique, notamment en ce qui a trait à la sécurité nationale. Il est titulaire de deux diplômes d'études supérieures, l'un de l'Université de la Colombie-Britannique (1976) et l'autre de l'Université de Toronto (1984). Dans les années 1980, il a participé à la première évaluation empirique à grande échelle de la gouvernance de la police municipale au Canada, et en 1989-1990, il a occupé le poste de directeur de la recherche pour le Comité spécial de la Chambre des communes chargé d'étudier la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité* et la *Loi sur les infractions en matière de sécurité*. M. Farson est l'auteur de nombreux articles et a participé à plusieurs études sur le renseignement, le maintien de l'ordre et la responsabilisation; et il travaille actuellement sur un ouvrage concernant la surveillance du renseignement. M. Farson est également co-redacteur des publications *Intelligence Analysis and Assessment* (London : Frank Cass, 1996) et *Security and intelligence: New Perspectives for the 1990's* (Frank Cass : London, 1991).

**NORMAN INKSTER** est associé de la firme Gowlings Consulting Inc. Il est le fondateur du Inkster Group, groupe qui offre des services d'enquête et de consultation dans les secteurs public et privé. M. Inkster s'est joint à la Gendarmerie royale du Canada (GRC) en 1957 et a été nommé Commissaire de la Gendarmerie en 1987. Après avoir pris sa retraite de la GRC en 1994, M. Inkster s'est joint à KPMG en tant que partenaire de gestion du service de juricomptabilité de KPMG. M. Inkster a été président de l'Organisation internationale de police criminelle, Interpol. Il est membre de l'Association canadienne des chefs de police ainsi que de l'Association internationale des chefs de police. Il s'est vu remettre la Médaille du jubilé de la Reine, la Médaille d'ancienneté de la Gendarmerie royale du Canada, l'Ordre de Saint-Jean et le Prix d'excellence en matière de relations raciales du ministre canadien responsable du Multiculturalisme et de la Citoyenneté. M. Inkster a été nommé officier de l'Ordre du Canada en 1995.

**DIRK RYNEVELD** est le commissaire du bureau des plaintes concernant la police de la Colombie-Britannique. Après avoir obtenu un baccalauréat en droit de l'Université de la Saskatchewan en 1971, le commissaire Ryneveld a pratiqué le droit à Cranbrook (Colombie-Britannique), jusqu'à ce qu'il devienne le premier procureur adjoint régional de la Couronne dans Kootenay-Est en 1974. En 1985, il a été nommé procureur adjoint de la Couronne dans Victoria, où il est devenu directeur de la division responsable des poursuites concernant des

crimes majeurs sur l'île de Vancouver. En cette qualité, il a régulièrement interagi avec les services de police municipale et plusieurs détachements de la GRC. Il a comparu devant la Cour d'appel de la Colombie-Britannique ainsi que la Cour suprême du Canada. Il a été nommé conseiller de la Reine en 1990. En 1999, le commissaire Ryneveld a pris un congé autorisé pour agir en tant que procureur de poursuite principal pour le Tribunal pénal international de l'ex-Yougoslavie.

**WESLEY WARK** est professeur au Centre Munk d'études internationales de l'Université de Toronto. Il donne des cours de premier et de deuxième cycles sur le renseignement, le terrorisme et la sécurité. On le voit souvent dans les médias nationaux, et il écrit régulièrement des articles pour le *Globe and Mail*. Le professeur Wark est l'auteur du recueil *Twenty-First Century Intelligence* (London : Routledge, 2005). Il a agi comme rédacteur invité et collaborateur dans le cadre d'un numéro spécial du *International Journal*, publié par l'Institut canadien des affaires internationales, intitulé *Security in an Age of Terrorism* (hiver, 2004-2005). Il se prépare actuellement à publier l'histoire officielle de l'ensemble des services canadiens de renseignement durant la Guerre froide. Le prochain ouvrage de M. Wark sera une étude sur la Canada et la guerre au terrorisme, qui devrait être publiée en 2006. M. Wark est également le président désigné de l'Association canadienne pour les études de renseignement et de sécurité.